

# BRÈVES ÉCONOMIQUES DES PAYS NORDIQUES

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL

DE STOCKHOLM

N° 18 – 10 décembre 2021

## Pays nordiques

COVID-19	France	Suède	Danemark	Norvège	Finlande	Islande
<b>Contaminations</b>						
Nombre de contaminations	8 105 785	1 229 217	542 794	305 366	201 051	19 159
Taux de contamination (pour 100 000 hab.)	12 080	11 902	9 322	5 689	3 639	5 262
Nouvelles contaminations en 14 jours	818 140	46 746	115 802	76 842	30 766	3 418
Nouvelles contaminations en 14 jours pour 100 000 hab.	1 219	453	1 989	1 432	557	939
<b>Décès</b>						
Nombre de décès	120 168	15 191	2 996	1 136	1 421	35
Taux de décès (pour 100 000 hab.)	179	147	51	21	26	10
Nouveaux décès en 14 jours	2 014	109	224	185	205	1
Nouveaux décès en 14 jours pour 100 000 hab.	3,0	1,1	3,8	3,4	3,7	0,3
<b>Vaccination</b>						
Part de la population totale ayant reçu au moins 1 dose de vaccin	77,8%	74,2%	79,7%	79,3%	78,1%	78,7%
Part de la population totale ayant reçu au moins 2 doses de vaccin	76,2%	70,3%	77,1%	72,2%	73,7%	77,5%
Part de la population totale ayant reçu une 3 <sup>ème</sup> dose	18%	16%	20%	16%	8%	37%

Chiffres du 10 décembre 2021 – Sources : Agences nationales de Santé.

## Danemark

### La loi de finances 2022 a été adoptée.

Parmi les mesures marquantes, 1 Md DKK (135 M€) est dédié à un fonds pour soutenir les services hospitaliers régionaux en anticipation d'une nouvelle vague de Covid-19 cet hiver. En matière d'environnement, 1,3 Md DKK (174 M€) sera alloué aux initiatives vertes entre 2022 et 2025, ce qui devrait permettre une réduction de 500 000 tonnes d'émissions de gaz à effet de serre d'ici 2025. 41 M DKK (6,6 M€) permettront l'installation de 2 GW d'éoliennes offshores d'ici 2030. Sur le volet social, cette loi de finances met

l'accent sur les plus jeunes. 65 M DKK (8,74 M€) en 2022 et 125 M DKK (16,8 M€) par an jusqu'en 2025 seront alloués à la formation des enseignants et le nombre maximal d'élèves par classe sera réduit de 28 à 26. Par ailleurs, un montant annuel de 100 M DKK (13,5 M€) à 150 M DKK (20,2 M€) entre 2022 et 2025 est prévu pour améliorer les conditions de maternité avant, pendant et après l'accouchement. A cela s'ajoutent 125 M DKK (17 M€) annuels dédiés aux soins des personnes âgées jusqu'en 2025 et la décision de rendre les soins dentaires gratuits pour les 18-21 ans. En dépit

de ces engagements sociaux, cette loi de finances a été jugée « décevante » par certaines organisations comme la Confédération des industries danoises (*Dansk Industri*), qui a déploré qu'aucune mesure consistante ne traite les pénuries de main d'œuvre ou la surchauffe de l'économie danoise.

### Sur un an, les salaires ont augmenté dans tous les secteurs de l'économie danoise.

Les salaires ont progressé de 2% en un an, soit plus rapidement que les prix à la consommation (+1,8%). C'est dans le secteur privé qu'ils ont le plus évolué (+2,4% par rapport au troisième trimestre 2020). En revanche, dans le secteur public, les salaires n'ont connu qu'une faible évolution (+0,5% sur la période). Les employés dans la construction sont ceux qui ont bénéficié des augmentations de salaire les plus conséquentes, avec une hausse de 3,2% de leur rémunération sur la période, en raison notamment des pénuries de main d'œuvre particulièrement marquées dans cette industrie.

### Les travaux de la Fehmarn Belt ont débuté en Allemagne.

Alors qu'ils avaient déjà commencé au début de l'année 2021 du côté danois, les travaux ont débuté ce 29 novembre en Allemagne. Ce tunnel routier et ferroviaire de 19 km sous la Mer Baltique, qui rejoindrait l'île de Lolland (sud de la région danoise du Sjælland) à l'île allemande de Fehmarn, devrait être opérationnel d'ici 2029. Il permettra de relier les deux pays en 10 minutes en voiture et en 7 minutes en train, au lieu d'une heure de ferry actuellement. Si le Danemark supporte seul les coûts de planification, de construction et d'exploitation du tunnel (7 Mds€), l'Allemagne s'est engagée à améliorer les liaisons routières et ferroviaires vers Puttgarden, point d'entrée du tunnel sur son territoire.

### L'allemand RWE gagne l'appel d'offre pour le projet d'éolien offshore Thor.

Thor Wind Farm Ltd, une filiale du géant allemand de l'énergie renouvelable RWE, a gagné l'appel d'offre pour le projet Thor, la plus grande ferme éolienne offshore du Danemark, à 22 km des côtes du Jutland. Ce projet, qui devrait être finalisé d'ici 2030, ne sera donc finalement pas réalisé par Ørsted, qui avait répondu à l'appel d'offre. RWE

paiera l'État danois pour les premières années de production du parc éolien jusqu'à ce qu'il atteigne un seuil de production de 2,8 Mds DKK (426 M€), quelques années après sa mise en service. Le projet Thor devrait commencer à produire de l'électricité en 2026 et l'investissement total est estimé à 15,5 Mds DKK (2,36 M€).

### En novembre, près d'une voiture sur deux vendues au Danemark était verte.

Sur les quelques 15 000 voitures vendues en novembre, 3 030 étaient des voitures électriques et 3 640 des hybrides rechargeables. Autrement dit, les voitures vertes ont représenté 45% des ventes totales de voitures, deux fois plus que le mois précédent. Cette tendance, qui devrait se renforcer dans les mois à venir, accentuera également le besoin de bornes de recharge électriques, qui manquent toujours sur le territoire danois. Combinée à un blocage des chaînes de production en raison de la pénurie de composants électroniques, cette lacune pèse sur le développement du marché des voitures vertes.

### En 2023, la société française SAF Helicopters sera chargée de l'exploitation des hélicoptères médicaux d'urgence danois.

Fondée en 1979, cette entreprise opère actuellement 37 hélicoptères, dont 25 hélicoptères médicaux dans les Alpes et les Pyrénées. SAF Helicopters a gagné l'appel d'offres pour opérer les 4 hélicoptères médicaux à disposition des régions danoises pour des missions de transport de patients en soins intensifs. À partir du 1<sup>er</sup> octobre 2023 et pour une durée minimale de 10 ans, le français remplacera Norsk Luftambulans, sous contrat avec les régions depuis 2014. Sur la maintenance des appareils, elle coopérera avec le danois Uni-Fly A/S.

### L'entreprise pharmaceutique Novo Nordisk investit dans son usine de Chartres, deuxième site de production mondial du groupe.

Le 7 décembre, le directeur général de Novo Nordisk France, Etienne Tichit, a annoncé de nombreux projets d'investissements : une nouvelle salle de stockage

des principes actifs plus respectueuse de l'environnement, un nouveau bâtiment de contrôle qualité, une deuxième ligne de production de flacons ou encore des investissements en machines qui permettront au site de produire l'antidiabétique Ozempic dès l'été 2022. Cela s'ajoute aux nombreux investissements déjà réalisés par le groupe ces dernières années, à l'image de la récente mise en service d'une unité de production consacrée aux stylos FlexTouch

(80 M€ investis) ou de la construction d'une chaudière biomasse (7 M€ investis), permettant au site de diminuer ses émissions de CO<sub>2</sub> de 5 500 tonnes par an. Le site de Chartres emploie actuellement plus de 1 200 personnes, faisant de Novo Nordisk le premier employeur privé d'Eure-et-Loir, et prévoit d'ores et déjà une centaine de recrutements supplémentaires.

## Finlande

**Forum SLUSH: la French Tech bien représentée.** Après son annulation en présentiel en 2020 (format virtuel), en raison de la pandémie de coronavirus, le grand forum de rencontre entre start-ups et venture capitalistes SLUSH a fait son retour les 1<sup>er</sup> et 2 décembre 2021, à Helsinki. Créé il y a une dizaine d'années par des étudiants de l'université d'Aalto, l'évènement Tech est devenu une référence internationale en matière de promotion des start-ups. Réunissant plus de 8 200 personnes (contre près du triple de visiteurs lors des éditions pré Covid), le forum a permis cette année à une vingtaine d'entreprises françaises d'être exposées sur le stand dédié à la French Tech. Une dizaine d'autres start-ups françaises étaient représentées, sans présence sur le stand French Tech.

**Les basses températures font grimper les prix de l'électricité sur le marché au comptant.** Le cours de la bourse Nord Pool (plus grand marché au comptant de l'énergie d'Europe) pour la zone d'échange finlandaise, a connu un pic à 1 200€/MWh, mardi dernier, soit le pic le plus élevé observé ces dix dernières années. Le prix moyen de l'électricité de spot finlandaise à la journée était estimé à 470€/MWh, nettement au-dessus de la plupart des pays européens (en France, le prix de spot était au même moment d'environ 250 euros/MWh). Les basses températures ont tiré la demande domestique, et poussé les prix de spot à la hausse. Outre les températures, les intermittences des énergies éoliennes et hydrauliques finlandaises

seraient également en cause. Cette hausse a essentiellement eu un effet sur le marché de gros, à savoir le prix payé par les fournisseurs auprès des producteurs (en proie à des difficultés financières, la société de vente d'électricité *Energia 247* a même dû interrompre la fourniture d'électricité à ses clients). La majorité des ménages finlandais paie son électricité via des contrats de long-terme avec les fournisseurs.

**Les prix élevés de l'électricité seraient également liés à des tensions sur les interconnecteurs nordiques.** En raison de problèmes de transport interne d'électricité, liés en partie à la relative vétusté de son réseau, la Suède a imposé, cet automne, des restrictions aux importations d'électricité de Finlande et de Norvège. Bien que ces restrictions ne concernent pas les exportations, celles-ci impactent tout de même le prix de l'électricité importée de Suède en Finlande, selon Fingrid (entreprise publique en charge du réseau de transport électrique), puisque la Finlande importe principalement l'électricité norvégienne via la Suède.

**L'autorisation de lancer la réaction de l'EPR d'OL3 a été demandée par TVO.** L'opérateur finlandais TVO du site d'Olkiluoto, a demandé à l'autorité de sûreté nucléaire finlandaise (*Säteilyturvakeskus*, STUK), le droit de lancer la réaction en chaîne du nouveau réacteur EPR d'OL-3. Alors que le combustible

fissile a déjà été chargé au printemps dernier, TVO souhaite ainsi procéder à la divergence du réacteur, en vue d'un démarrage de la production d'électricité en février 2022 et d'une production régulière en juin 2022. Deuxième plus grande

centrale nucléaire au monde, la centrale d'OL-3, en pleine capacité de fonctionnement, fera passer la part du nucléaire dans la production domestique d'électricité de 34% à près de 50%.

## Islande

**Le nouveau gouvernement mené par Katrín Jakobsdóttir prend forme.** Depuis les élections du 25 septembre, les trois principaux partis politiques du pays (Verts, parti Agraire et parti de l'Indépendance) étaient en négociation pour la répartition des différents portefeuilles, dans le cadre de la formation du deuxième gouvernement Jakobsdóttir. Quelques changements sont à signaler : le parti de la Première ministre (gauche-vert) perd le ministère de l'environnement au profit du parti de l'Indépendance (libéral) et récupère le ministère de la Pêche et de l'Agriculture, le parti du Progrès (agraire) obtient la santé et voit s'élargir le champ de compétence du ministère des Transports à l'ensemble des infrastructures. Le ministère de l'Economie et des Finances reste entre les mains de Bjarni Benediktsson, président du parti de l'Indépendance. Le nouveau gouvernement prévoit de réduire les taxes, augmenter la dépense publique, tout en vendant ses parts dans les banques nationales notamment. Il souhaite aussi faciliter la mise en place d'éoliennes dans le pays et réviser le Master Plan. Le ministre de l'Economie et des Finances a également souligné que le prochain défi pour le Trésor sera de financer la transition écologique en cours, tout en voyant ses recettes issues de l'utilisation des énergies fossiles baisser.

**La proposition de nouveau budget est présentée devant le Parlement.** Le ministre des Finances et des Affaires économiques, a présenté ses propositions budgétaires pour la période 2022-2026 devant l'Althing le 30 novembre. Le rapport souligne plusieurs éléments : le succès des mesures visant à juguler la crise économique engendrée par la pandémie, comme notamment les investissements dans le système hospitalier et le chômage ; le ciblage des subventions vers quelques secteurs clés (changement climatique, recherche et développement et numérique) ; l'abattement fiscal qui ne sera plus, à partir du début de l'année prochaine, un montant fixe et mais un montant lié à l'inflation et à la croissance.

**Le système de transmission électrique du pays atteint sa limite.** Landsvirkjun, la compagnie nationale d'énergie, a décidé de restreindre l'approvisionnement électrique de certaines usines de transformation de poisson, de centres de données et d'usines de production d'aluminium en raison d'une consommation massive (en 10 jours, l'énergie correspondant à l'utilisation toute l'année de toutes les fonderies du pays a été dépassée) et de problèmes d'approvisionnement de l'énergie importé.

**Play développe ses activités.** La compagnie aérienne a ajouté trois destinations européennes à son programme de vol : Dublin en Irlande, Madrid en Espagne et Bruxelles en Belgique.

## Norvège

### **Covid-19 : nouveau pic de contaminations et nouvelles restrictions.**

Alors que le système de santé norvégien est mis à mal par la recrudescence de l'épidémie, le gouvernement a introduit les restrictions nationales suivantes à partir du 9 décembre : réduction significative des interactions sociales, jauge de dix invités maximum à domicile et de 3 x 200 personnes assises et séparées d'un mètre pour les événements publics, vente d'alcool aux clients attablés uniquement, enregistrement des clients des bars et restaurants, port du masque obligatoire dans les lieux fermés où la distanciation sociale de 1m ne peut pas être respectée, télétravail obligatoire dans les secteurs où cela est possible, jauge de 20 personnes pour le sport amateur. Ces restrictions entrent en vigueur le 9 décembre pour quatre semaines mais seront réévaluées dans deux semaines.

### **Un accord a été trouvé sur la loi de finances 2022.**

Après deux semaines de négociations, le gouvernement Støre et le parti Socialiste de gauche ont annoncé avoir trouvé un accord sur la loi de finances 2022. D'un montant total de 1 550 Mds NOK (152 M€), ce budget ne prévoit pas d'autres prélèvements dans le Fonds pétrolier que ceux proposés par le gouvernement sortant. Au total, les taxes et impôts augmenteront de 2,1 Mds NOK (206 M€). Les principaux points de la loi de finances sont la hausse de 28% de la taxe sur le CO<sub>2</sub> dans le secteur offshore, l'annulation du cycle de concessions pétrolières et gazières de l'an prochain, des incitations à l'achat de véhicules électriques et l'augmentation de l'impôt sur le revenu. Selon le Premier ministre Jonas Gahr Støre, il s'agit du budget « le plus redistributif et le plus vert de ces dernières années ». Les Socialistes de gauche sont parvenus à réallouer 6 Mds NOK (589 M€) en faveur de leurs priorités : baisse des tarifs des soins dentaires, gratuité partielle des garderies périscolaires, retour des subventions pour l'achat de lunettes pour les enfants, hausse des allocations logement. A droite, le parti du Progrès dénonce l'annulation du prochain cycle de concessions et les incertitudes que cela fait peser sur le secteur des hydrocarbures, tandis que les

Conservateurs considèrent que la hausse des impôts sera défavorable à l'emploi. De leur côté, les Rouges auraient apprécié une hausse plus significative de la pression fiscale sur les plus aisés.

### **La Norvège ralentit progressivement sa production d'hydrocarbures.**

Le compromis sur la loi de finances 2022, conclu la semaine dernière entre le gouvernement et le parti Socialiste de gauche, prévoit l'annulation du 26<sup>e</sup> cycle de concessions pétrolières l'an prochain. Or ces licences sont réputées comme très peu demandées (sept dossiers déposés lors du 25<sup>e</sup> cycle) car elles ne concernent que les zones vierges de toute prospection. A l'inverse, les compagnies pétrolières et gazières sont très intéressées par les concessions TFO, situées à proximité d'installations existantes (523 licences délivrées depuis 2013). La ministre du Pétrole et de l'Energie, Marte Mjøs Persen, confirme que ce dispositif de concessions sera bien reconduit, afin de « développer et de ne pas démanteler » le secteur. Equinor a toutefois annoncé la semaine dernière une réduction de sa production de 50% d'ici 2050.

### **Les prix de l'électricité demeurent une préoccupation majeure en Norvège.**

Alors que des acteurs tels que Norsk Industri et Zero craignent un déficit énergétique et une électricité chère, appelant à une augmentation de la production, le gouvernement norvégien a annoncé la mise en place de mesures visant à aider les ménages à faire face aux prix très élevés de l'électricité cet hiver. Une hausse des allocations logements à hauteur de 1500 NOK (147€) par ménage entre décembre et mars, ainsi qu'une enveloppe de 100 M NOK (9,8 M€) pour les ménages non bénéficiaires de ces allocations sont ainsi prévues. Par ailleurs, les prêts étudiants seront réévalués de 3000 NOK (294€) par mois, dont 1200 NOK (118€) sous forme de bourse. Le parti Socialiste de gauche, le parti Rouge et le parti du Progrès avaient suggéré la suppression de la TVA sur l'électricité, sur le modèle appliqué aux comtés les plus septentrionaux du pays depuis 1979. Le gouvernement a rejeté cette option susceptible

d'être non conforme aux règles de l'EEE sur les aides d'Etat.

### La future directive européenne relative au salaire minimum ne s'appliquera a priori pas en Norvège.

Les travaux relatifs à une directive européenne sur le salaire minimum approchent de la phase finale, avec l'adoption en début de semaine d'une

position préliminaire commune par les ministres du travail de l'Union européenne (UE), et le début de la Présidence française de l'Union européenne au 1<sup>er</sup> janvier. En Norvège, une évaluation préliminaire a été réalisée, qui indique que la directive proposée ne relève pas du champ d'application objectif et géographique de l'accord EEE. Cela signifie que la Norvège ne sera pas obligée d'incorporer l'acte juridique. L'évaluation juridique sera réalisée par l'UE lorsque le texte européen sera finalisé.

## Suède

### Le gouvernement de la première femme Première ministre, Magdalena Andersson, repose sur une minorité au Parlement.

La nouvelle Première ministre devra par ailleurs gouverner avec le budget de l'opposition de droite et de l'extrême-droite en 2022. En dépit de ces vents contraires, Magdalena Andersson a affirmé pouvoir s'accommoder de ce cadre budgétaire qui, selon elle, n'est pas si éloigné de celui qu'elle avait elle-même préparé en tant que Ministre des Finances. Le budget 2022 de l'opposition, adopté par le Riksdag le 24 novembre, reprend en effet la même trajectoire de consolidation (déficit budgétaire de 0,7% en 2022) et des montants globaux de recettes et de dépenses presque identiques. En réalité, l'opposition s'est appuyée sur le paquet de réforme du PLF du gouvernement (1,5% du PIB) pour réaffecter des postes de dépenses à hauteur de 0,4% du PIB (2 Mds€), essentiellement en faveur de la sécurité et des baisses d'impôts sur les revenus du travail et retraites.

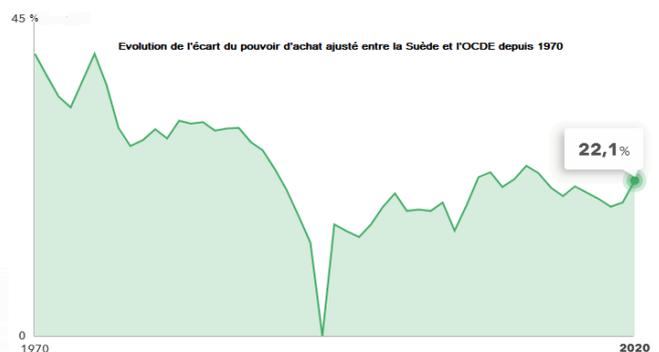
### La croissance suédoise au T3 2021 est révisée à la hausse.

Selon SCB, la croissance du PIB, corrigée des variations saisonnières, a atteint 2% au troisième trimestre 2021, par rapport au trimestre précédent (1,8% selon les projections initiales de novembre) et 4,7% en glissement annuel (T3 2020 - T3 2021). Cette hausse repose essentiellement sur une reprise de la consommation privée qui bénéficie d'un effet de

rattrapage suite au fléchissement des ventes durant la pandémie en 2020.

### Le pouvoir d'achat ajusté des Suédois s'améliore à nouveau par rapport aux habitants de l'OCDE.

Une baisse de croissance finalement modérée par rapport à de nombreux pays durant la crise Covid a permis à la Suède de se hisser du 11<sup>ème</sup> en 2019 au 10<sup>ème</sup> rang en 2020 en terme de PIB par habitant ajusté au pouvoir d'achat. L'écart avec la moyenne des habitants de l'OCDE est désormais de plus de 22% (loin des 40% de 1975, lorsque le pays occupait le 4<sup>ème</sup> rang, mais aussi de l'écart nul de 1994).



### La désertification bancaire s'accélère.

La fermeture des guichets de banques est devenue la norme depuis plusieurs années et le nombre d'établissements est passé de 1 934 en 2010 à 1 231 fin 2020 (-36% en 10 ans). Parallèlement, les retraits des distributeurs automatiques diminuent en moyenne de 10% par an et ne représentent plus

que 50€ en moyenne par mois en 2021 (55€ par mois au 1<sup>er</sup> semestre 2020 et près de 70€ en 2019). A ce mouvement, s'ajoute le fait que le réseau de la banque SEB est quasi-exclusivement *cashless* et n'accepte que des clients sur rendez-vous. Handelsbanken, Nordea et Swedbank n'ont pas encore décidé de suivre le mouvement et acceptent toujours le « drop in ».

### L'Agence suédoise des transports Trafikverket a remis au gouvernement ses propositions pour la rédaction du futur plan national pour les infrastructures de transports 2022-2033.

Celles-ci établissent un budget de 78 Mds€ et détaillent des mesures pour la maintenance et le développement des infrastructures routières, ferroviaires et maritimes. Le gouvernement étudie désormais ces propositions et devrait entériner le nouveau plan au printemps 2022. 80% des investissements proposés, soit 34 Mds€, sont consacrés à la modernisation et au développement du rail. Le projet de deux Lignes à Grande Vitesse est le principal objet mentionné et son coût total révisé est désormais de 325 Mds SEK (31,7 Mds€) +/-55 Mds (5,4 Mds€).

### La hausse des prix de l'énergie et des engrais affecte les agriculteurs suédois.

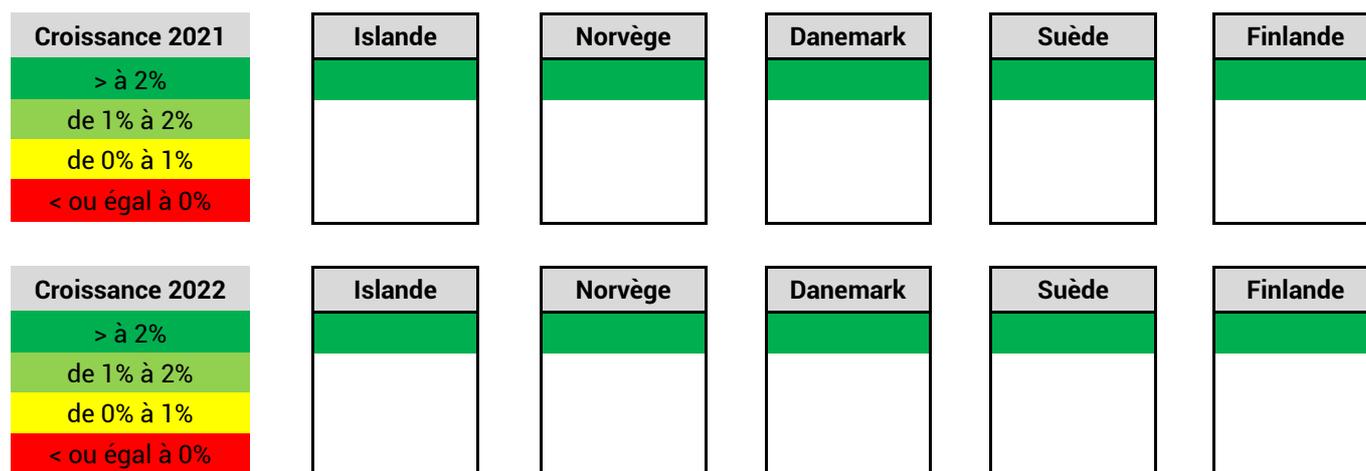
Les coûts de l'électricité, des engrais et du diesel ont fortement augmenté au cours de l'automne, ce

qui a des conséquences très négatives sur la rentabilité des exploitations agricoles, selon la Fédération des agriculteurs suédois (LRF). La fédération a informé le gouvernement de l'évolution inquiétante des prix, en particulier ceux des engrais azotés qui ont augmenté de 240% en un an. Le surcoût total pour les exploitants liés à la hausse des prix du diesel agricole, du soja, des engrais et de l'électricité est de l'ordre de 410 M€ par rapport à une année normale. Cela équivaut à un tiers de la capacité d'investissement annuel des agriculteurs. Le gouvernement n'a pas encore répondu favorablement aux demandes de mesures de compensation de la fédération LRF.

### Volvo Cars et Northvolt choisissent Göteborg pour construire leur centre de R&D.

Ce centre, qui sera opérationnel dès 2022, est construit dans le cadre d'un investissement commun de 30 Mds SEK (2,9 Mds€) annoncé plus tôt cette année. Volvo Cars et Northvolt ont par ailleurs signé cette semaine un accord pour créer une joint-venture qui sera chargée du développement et de la production de batteries de dernière génération pour les véhicules Volvo. Le nouveau centre de R&D de Göteborg sera suivi par une nouvelle usine en Europe, qui produira des batteries spécialement développées pour la dernière génération de véhicules électriques Volvo et Polestar. L'emplacement exact de la future usine devrait être confirmé début 2022.

## Prévisions de croissance pour les pays nordiques



Source : FMI, prévisions d'automne (octobre 2021)

PIB	Danemark		Finlande		Norvège		Suède		Islande	
	2021	2022	2021	2022	2021	2022	2021	2022	2021	2022
Gouvernement	3,8	2,8	2,5	2,0	3,7	3,7	4,4	3,5	3,9	3,1
Banque centrale	3,8	3,1	3,5	2,8	3,9	4,5	4,7	3,6	4,0	3,9
Institut stat./ conjoncture*	3,9	3,6	3,5	3,0	3,6	3,8	4,6	3,9	2,6	4,8
Commission européenne**	4,3	2,7	3,4	2,8	3,1	2,8	3,9	3,5	3,4	4,3
FMI***	3,8	3,0	3,0	3,0	3,0	4,1	4,0	3,4	3,7	4,1
OCDE****	2,8	2,9	2,6	2,7	3,4	3,7	3,9	3,4	2,8	4,7
SEB (11/2021)	3,6	4,1	3,2	3,0	2,7	3,7	4,6	3,9	-	-
Nordea (11/2021)	3,3	2,7	3,5	3,0	3,9	3,9	4,5	3,5	-	-
Danske Bank (11/2021)	4,0	3,0	3,3	3,0	3,8	4,0	3,9	3,5	-	-

### Sources :

\* Suède : Konjunkturinstitutet (KI) (11/2021), Danemark : Conseil des Sages, Det Økonomist Råd (11/2021), Norvège : SSB (09/2021), Finlande : ETLA (11/2021), Islande : Statice (09/2021)

\*\* Prévisions d'automne (novembre 2021)

\*\*\* World Economic Outlook (octobre 2021)

\*\*\*\* Perspectives économiques (mai 2021)

### Code couleur des mises à jour :

**En gras** : mise à jour sans changement

**En rouge** : dégradation

**En vert** : amélioration

## Autres indicateurs macroéconomiques

Déficit public	Danemark		Finlande		Norvège		Suède		Islande	
	2021	2022	2021	2022	2021	2022	2021	2022	2021	2022
Gouvernement	-1,9	0,4	-5,2	-3,3	-2,9	-	-1,8	-0,6	-9,7	-7,3
Commission européenne *	-0,9	-1,3	-3,8	-2,4	-0,2	1,3	-0,9	0,3	-10,1	-6,5
FMI **	-1,9	0,1	-4,6	-2,6	-5,9	0	-2,6	-0,8	-8,7	-6,4
OCDE ***	-2,8	-0,1	-4,2	-1,9	-1,1	0,3	-3,3	-1,6	-10,3	-7,1

Dette publique	Danemark		Finlande		Norvège		Suède		Islande	
	2021	2022	2021	2022	2021	2022	2021	2022	2021	2022
Gouvernement	40,0	38,5	71,4	72,5	-	-	37,8	35,4	57,5	62,2
Commission européenne *	41,0	38,8	71,2	71,2	43,9	42,8	37,3	34,2	65,6	67,5
FMI **	38,8	38,5	72,2	72,2	42,7	42,4	39,6	39,9	75,8	75,4
OCDE ***	45,4	46,6	73,6	77,0	-	-	39,9	39,4	-	-

Autres	Danemark		Finlande		Norvège		Suède		Islande	
	2021	2022	2021	2022	2021	2022	2021	2022	2021	2022
Inflation*	1,7	1,9	1,8	1,9	-	-	2,4	1,9	-	-
Consommation privée *	3,4	4,4	3,1	3,8	5,5	4,2	3,7	3,5	2,8	3,8
Chômage (BIT) **	5,4	5,3	7,8	6,8	4,3	4,0	8,9	7,9	7,0	5,0

### Sources :

\* *Prévisions d'automne* (novembre 2021)

\*\* *World Economic Outlook* (octobre 2021)

\*\*\* *Perspectives économiques* (mai 2021)

### Code couleur des mises à jour :

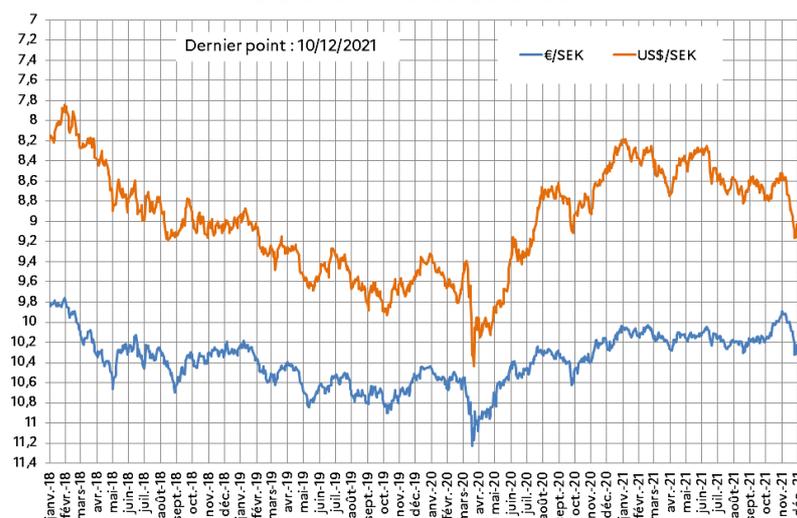
**En gras** : mise à jour sans changement

**En rouge** : dégradation

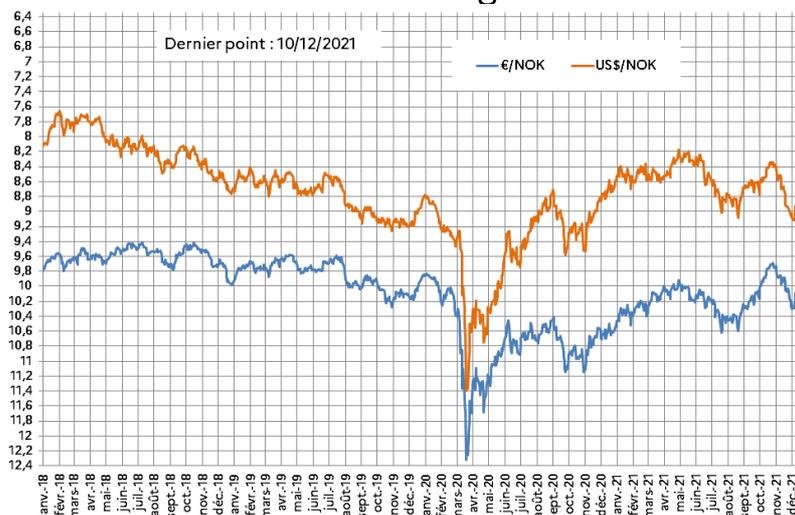
**En vert** : amélioration

## Evolution des taux de change

### Couronne suédoise



### Couronne norvégienne



La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : [www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international](http://www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international)



Responsable de la publication :  
Rédacteurs :

Service économique de Stockholm  
Avec les contributions des Services Economiques de Copenhague (M. Bouteiller, M. Valeur, R. Duvernay), Helsinki (P. Pouliquen, J. Zribi), Oslo (B. Zanghellini, P. d'Anglejan Chatillon) et du Service Economique Régional de Stockholm (I. d'Armaillé, F. Lemaitre, J. Grosjean, P. Charrier, L. Yacine).

Pour s'abonner :

[pauline.charrier@dgtrésor.gouv.fr](mailto:pauline.charrier@dgtrésor.gouv.fr)